



# La lettre mensuelle

AVRIL 2009

## du comité ATTAC-54

### Les 10 ans d'ATTAC : BILAN DE L'ALTERMONDIALISME

**Lors de l'anniversaire des 10 ans d'ATTAC 54 organisé le 28 février à Nancy, Aurélie TROUVE, co-présidente d'ATTAC France, est venue nous retracer l'évolution de l'altermondialiste, les avancer du Forum Social Mondiale de BELEM et les perspectives du mouvement.**

#### Bilan de l'altermondialiste

Le mouvement altermondialiste est un mouvement de long terme, qui prolonge 3 autres mouvements historiques : la décolonisation (en repensant les rapports N/S pour un projet commun), le mouvement ouvrier (vers un mouvement social et citoyen mondial) et les luttes pour la démocratie à partir des années 60-70 (et maintenant contre les politiques sécuritaires et guerrières)

La crise financière actuelle n'est pas une surprise pour nous : elle confirme ce que nous disons depuis 1999. Elle est globale, a des dimensions multiples et résulte de 30 années de dérèglementation, privatisation, financiarisation des activités, avec des conséquences désastreuses pour les êtres humains et la planète. Elle aboutit inévitablement à une crise écologique avec un mode de développement insoutenable.

4 types de réponse sont possibles :

- néolibérale convaincu (très peu probable)
- conservatisme-interventionnisme avec renforcement des logiques sécuritaires

• green new-deal ou néo-keynésianisme vert

• Alter mondialisme.

La seconde est la réponse des gouvernements (cf. EU, UE, ....) : il s'agit d'un changement à la marge pour mieux poursuivre les « réformes » dont le capitalisme a besoin.(cf. texte dernier G20,, présidence française UE, et recapitalisation banques dans entrée dans CA,...). On risque alors des politiques de plus en plus sécuritaires et guerrières, tout en récupérant la préoccupation écologique pour en faire un nouveau terrain d'accumulation effrénée du capital. Or, la crise est globale et systémique, et elle appelle une réponse de même ampleur.

Nous sommes dans une situation paradoxale pour le mouvement altermondialiste :

- d'une part, une crise du capitalisme avec délégitimations idéologie néolibérales (cf. délégitimations institutions internationales), sans être mise à bas
- d'autre part, nos idées légitimées sont

défendues par d'autres acteurs qui pouvaient paraître à la traîne sur ce type d'analyses,

Mais plus nos analyses et nos propositions rencontrent d'écho autour de nous, plus le créneau de notre intervention et la marge de notre spécificité s'amenuisent.

Le crise globale remet en cause les rapports de classes et de domination par un écroulement du système fondé sur la priorité de la finance sur toute considération humaine. On doit ouvrir un processus d'élaboration d'un projet de société opposable au projet mortifère du capitalisme – fondé sur un objectif = l'accès pour tous aux droits humains fondamentaux.

La crise est ainsi à un moment charnière. Est-ce une fin de cycle ? le pire est semble-t-il à venir, ce sont les pauvres qui vont payer en premier, avec un raboutage de la classe moyenne et une pression sur les pays du Sud..Il y a un danger de replis nationaux, mais aussi une énorme opportunité pour promouvoir des propositions alternatives à ceux qui se contentent de continuer comme avant c'est-à-dire de mieux faire fonctionner les marchés financiers. Cela donne ainsi les mêmes responsabilités au mouvement altermondialiste : « un autre monde est nécessaire »... mais sommes-nous capables face au danger de faire monter nos idées? C'est toute la question.

Comment? Par la socialisation des biens communs (eau, air, ressources naturelles, connaissances, etc.) pour permettre à tous les êtres humains d'y avoir accès c'est-à-dire par l'appropriation collective du patrimoine commun. Le périmètre de celui-ci étant construit progressivement dans les luttes sociales (monnaie, bien public et mettre le secteur bancaire et financier sous contrôle citoyen et démocratique).

Des alliances sont-elles possibles ? Oui

avec d'autres forces : par exemple avec les partisans du néo keynésianisme vert. Autrement dit, le mouvement altermondialiste doit à la fois à court terme renforcer les résistances , peser sur les stratégies des réformateurs, et à long terme poser la question du dépassement du capitalisme en portant de nouveaux rapports sociaux. Cela ne se fera sûrement pas d'un coup, mais avec superposition et glissement (de la même façon que les rapports sociaux capitalistes ont préexisté dans la période féodale). Le mouvement altermondialiste doit mieux porter les pratiques sociales innovantes, avec en particulier les Forums Sociaux comme espaces d'expérimentation, de visibilité et un travail intellectuel critique pour continuer l'élaboration d'une nouvelle idéologie .

#### Et Attac ?

3 cibles et 3 échéances :

• Le G20 : représente 2/3 de la population mondiale mais reste illégitime, c'est un danger d'alliance entre les pays du Nord et certains pays émergents contre les pays pauvres. Les réunions de cette institution sont l'occasion de faire valoir nos idées sur ONU (à réformer) , sur la mise au pas de la finance et le nouveau partage des richesses.

• Les élections européennes de juin 2009.

• Copenhague

Ceci passe par un travail en profondeur d'éducation populaire, des interpellations, des débats pour une reconstruction idéologique.

Nous disposons de 3 points d'appui : les comités locaux, les fondateurs et structures vers lesquelles nous nous sommes moins tournés (organisations d'éducation populaire, organisations des "sans", ONG de solidarité internationale...), et Attac Europe , internationale.

#### Pour nous contacter : Comité ATTAC-54

29 rue Guilbert de Pixérécourt, 54000 Nancy

Tél : 03 83 35 95 01

Site : [www.attac54.org](http://www.attac54.org)

Email : [attac54@attac.org](mailto:attac54@attac.org)

## FORUM SOCIAL MONDIAL A BELEM

Belem a été dans le prolongement des autres FSM. On peut retenir les aspects suivants :

- élargissement social, géographique, thématique, le mouvement mondial est en constant renforcement (différent de l'Europe...)

- nombre record de participants, beaucoup de jeunes venant avant tout de la région

- démonstration de la vigueur des mouvements sociaux sud-américains et de leur influence politique

- une organisation efficace, même si quelques couacs peuvent être relevés

- une visibilité certes réduite dans les médias français, mais des échos presque tous positifs, qui ont visiblement enterré l'idée de la fin de l'altermondialiste

- présence des 5 chefs d'Etat...

### Nature des débats :

C'est le 1er forum qui a discuté de la crise, qui était au cœur du Forum. Crise financière peu abordée en tant que tel mais plutôt en tant que crise de la civilisation (proposée par les peuples indigènes): « bien-vivre » est un appel qui veut rompre avec les réponses s'appuyant sur les plans de relance économique. Ici : ¡ No queremos Vivir Mejor,

queremos Vivir Bien ! = contre augmentation de la richesse matérielle et de la consommation de biens. Il s'agit de

- remettre en cause réponse uniquement par nouvelle intervention de l'Etat et dessiner une alternative très différente des réponses néo-keynésiennes et néo-fordistes qui dominent souvent dans les mouvements sociaux et partis de gauche.

- Eviter aussi l'écueil de la "décroissance" : il ne s'agit pas de réduire notre consommation en général et de manière abstraite (inacceptable pour tous ceux qui souffrent de la faim, du mal-logement, etc.), mais de lutter contre le consumérisme en partant de la qualité de la vie et non du volume de consommation. Ainsi, un lien est possible avec tous ceux qui, ne croyant plus aux

modèles de transformations sociales portées par la gauche dans les décennies précédentes, se sont tournés vers les philosophies de la "bonne vie" ou même vers les démarches de développement personnel.

Plus globalement, la question écologique a été fortement présente, ainsi que Amazonie = cœur d'un système qui a atteint ses limites écologiques et qui bafoue ainsi les droits des peuples indigènes. Une journée entière a été consacrée à cette question écologique, reliée à la question sociale, fortement présente avec le concept d'écosocialisme. Des moments de débats et de convergences comme celui aboutissant à l'appel de Belem sur la crise financière (à lire ci-dessous) ont eu lieu : le chemin parcouru par le mouvement alter et certaines ONG... est un message d'espoir.

## Pour un nouveau système économique et social : mettons la finance à sa place !

**Appel soumis à la signature des associations, syndicats et mouvements sociaux à Belém, le 1<sup>er</sup> février 2009. Il est issu d'une série de séminaires au Forum social mondial 2009 de Belém, ayant impliqué notamment : Action Aid, Attac, BankTrack, CADTM, CCFD, CEDLA, CNCD, CRID, Eurodad, Forum mondial des alternatives, IBON, International WG on Trade-Finance Linkages, LATINDADD, Networkers South-North, NIGD, SOMO, Tax Justice Network, Transform!, OWINFs, War on Want, World Council of Churches.**

La crise financière est une crise systémique qui s'inscrit dans le contexte de crises globales multiples (climatique, alimentaire, énergétique, sociale...) et d'un nouvel équilibre des puissances. Cette crise résulte de trente ans de transferts des revenus du travail vers le capital, tendance qu'il faut inverser. Elle est la conséquence d'un système de production capitaliste fondé sur le laissez-faire et qui se nourrit de l'accumulation des profits à court terme par une minorité, des déséquilibres financiers internationaux, de la répartition inégale des richesses, d'un système commercial injuste, de la perpétuation et l'accumulation de dettes irresponsables, écologiques et illégitimes, du pillage des ressources naturelles et de la privatisation des services publics. Cette crise frappe l'humanité dans son ensemble, à commencer par les plus vulnérables (les travailleurs, les chômeurs, les paysans, les migrants, les femmes...) et les pays du Sud, qui sont victimes d'une crise dont ils ne sont en rien responsables.

Les moyens utilisés pour sortir de la crise se limi-

tent à socialiser les pertes en vue de sauver, sans réelle contrepartie, le système financier à l'origine du cataclysme actuel. Où sont les moyens pour les populations qui sont victimes de la crise ? Le monde n'a pas seulement besoin de régulations, mais d'un nouveau paradigme qui ramène la sphère financière au service d'un nouveau système démocratique fondé sur la satisfaction de tous les droits humains, le travail décent, la souveraineté alimentaire, le respect de l'environnement, la diversité culturelle, l'économie sociale et solidaire et une nouvelle conception de la richesse. C'est pourquoi nous demandons de :

- Mettre les Nations unies, réformées et démocratisées, au cœur de la réforme du système financier, car le G20 n'est pas un forum légitime pour apporter les réponses adéquates à cette crise systémique.
- Etablir des mécanismes internationaux, permanents et contraignants, de contrôle des mouvements de capitaux.
- Mettre en œuvre un système monétaire interna-

tional fondé sur un nouveau système de réserve et incluant la création de monnaies de réserve régionales, afin d'en finir avec la suprématie du dollar et d'assurer la stabilité financière internationale.

- Mettre en œuvre un mécanisme global de contrôle public et citoyen des banques et des institutions financières. L'intermédiation financière doit être reconnue comme un service public garanti à tous les citoyens du monde et doit être sortie des accords commerciaux de libre échange.
- Interdire les fonds spéculatifs et les marchés de gré à gré, sur lesquels sont échangés les produits dérivés et autres produits toxiques hors de tout contrôle public.
- Eradiquer la spéculation sur les matières premières, à commencer par les produits alimentaires et énergétiques, par la mise en œuvre de mécanismes publics de stabilisation des prix.
- Démanteler les paradis fiscaux, sanctionner

leurs utilisateurs (individus, compagnies, banques et intermédiaires financiers) et créer une organisation fiscale internationale chargée d'enrayer la concurrence et l'évasion fiscales.

- Annuler la dette insoutenable et illégitime des pays appauvris et établir un système responsable, démocratique et juste de financement souverain au service du développement durable et équitable.
- Etablir un nouveau système international de répartition des richesses par la mise en œuvre d'une fiscalité plus progressive au niveau national et par la création de taxes globales (sur les transactions financières, sur les activités polluantes et sur les grosses fortunes) pour financer les biens publics mondiaux.

Nous appelons les associations, les syndicats et les mouvements sociaux à converger pour créer un rapport de force citoyen en faveur de ce nouveau modèle. Nous les appelons à multiplier les mobilisations partout dans le monde, notamment face au G20, dès le 28 mars 2009.

# L'EUROPE : COMMENT ÇA MARCHE ?

Entre le 4 et le 7 Juin 2009, l'ensemble des citoyens des 27 pays d'Europe sont appelés à voter pour élire leurs députés au Parlement Européen. Il n'est sans doute pas inutile de rappeler comment fonctionne l'Europe. Rappelons-nous que les trois quarts de nos lois sont directement issues de « Bruxelles ». Au fait, comment marche l'Europe, et à quoi servent un député et un Parlement Européen ?

Les principales instances (organisations) qui dirigent l'Europe sont :

- Le Conseil de l'Union européenne,
- Le Parlement Européen,
- La Commission.

Auxquels il faut ajouter, notamment :

- La Cour de Justice communauté Européenne,
  - La Banque Centrale Européenne,
- Plus la Cour des Comptes, le Comité économique et social, le Comité des régions, ....

## Le Conseil de l'Union européenne

Selon le sujet, il est composé des Ministres (Conseil des Ministres) ou des chefs d'Etat ou de Gouvernement (Conseil Européen).

Exemple : Pour les questions financières, fiscales, ... ce sont les Ministres de l'Economie et des Finances des 27 qui se réunissent et prennent des décisions, pour des questions plus générales (préparation d'un traité, par exemple) ce sont les Chefs d'Etat ou de Gouvernement qui se réunissent pour prendre des décisions, en particulier la promulgation des lois européennes. Ce Conseil se réunit, en général, 4 fois par an. Le Conseil de l'Union Européenne est présidé par le représentant de l'un des 27 pays, pour 6 mois. C'est ce qu'on appelle « la présidence tournante ». La présidence actuelle est exercée par le tchèque Vaclav Klaus.

## Le Parlement Européen

Les 736 parlementaires européens sont élus sur des listes à la proportionnelle. Ils sont élus pour 5 ans par les citoyens européens, le même jour, sur des listes régionales européennes. La France compte 72 parlementaires et pour notre région qui comprend la Lorraine, l'Alsace, la Franche Comté, la Champagne-Ardenne et la Bourgogne avec 9 Euro-députés. Le vote est à un tour, les partages de sièges ont à la proportionnelle (relative et par circonscription) à la plus forte moyenne.

Le Parlement siège à Strasbourg ou à Bruxelles. Il travaille

dans les vingt-trois langues officielles de l'Union européenne. Le rôle du Parlement amende et vote (acceptation ou refus) les propositions de loi émanant de la Commission. Dans certains domaines, ces décisions sont prises avec le Conseil. C'est ce qu'on appelle la codécision.

Il se prononce sur le budget de l'Union.

Il a le pouvoir de récuser la nomination d'un membre de la Commission, et de révoquer la Commission dans sa totalité. Ces deux pouvoirs, de très grande portée, ont déjà été exercés.

Il élit le médiateur européen.

## Le Parlement est la seule instance démocratiquement élue, d'où l'importance de votre vote.

## La Commission

Celle-ci est composée de 27 commissaires (un par état membre), nommés par chacun des pays en accord avec le Président et acceptés par le Parlement. Elle est nommée pour 5 ans.

Le président de la Commission est choisi par les États membres, un choix que doit approuver le Parlement européen.

Les Commissaires ne représentent pas leur pays d'origine, mais la position de l'Europe selon le portefeuille dont ils ont la charge.

## La Commission est indépendante des gouvernements.

Elle rédige les projets de proposition pour de nouvelles lois communautaires, projets qu'elle soumet au Parlement européen et au Conseil.

Elle assure la gestion ordinaire de l'application des politiques de l'Union et de l'exécution du budget de cette dernière.

Elle veille au respect des traités et de la législation européens

(elle est habilitée à agir à l'égard des contrevenants et, au besoin, à traduire ceux-ci devant la Cour de justice).

Les membres de la Commission, non élus puisqu'ils sont nommés par les chefs d'Etat ou de Gouvernements, sont des technocrates. Ils ont de très nombreux contacts avec les groupes de pression ou « lobbies »

La Cour de Justice Européenne : veille à ce que le droit communautaire soit interprété et appliqué de manière uniforme dans tous les États membres : que la loi soit identique pour tous. Elle a son siège à Luxembourg et compte un juge nommé par chacun des États membres.

La Banque centrale européenne est chargée de « gérer » l'euro, essentiellement par la fixation des taux d'intérêt. Elle veille de façon vigilante à la lutte contre l'inflation, à la limitation des déficits budgétaires et de la dette de chacun des états membres. Elle prend ses décisions en toute indépendance vis-à-vis des gouvernements ou d'autres entités.

La Cour des comptes s'assure que l'argent de l'Union européenne est dépensé de façon légale, économe et pertinente.

Lobby, littéralement : salle des pas perdus, en français : groupe de pression. Les personnels des lobbies sont plus nombreux que les fonctionnaires des instances européennes. Ils sont payés par les industriels de toute sorte (chimie, transport, média, ...) pour « informer » et orienter les techniciens (les commissaires) ou/et les politiques (parlementaires, chefs d'état ou de gouvernement) sur les sujets qui les intéressent. Cette information va du dossier technique vantant les mérites des OGM, par exemple, aux « voyages d'étude » et autres missions, tous frais payés.

CONFERENCE - DEBAT

FACE A LA CRISE :

QUELLES POLITIQUES EUROPENNES ?

Intervention de **BERNARD TEPER**,

Secrétaire de l'Union des Familles Laïques  
et membres du conseil scientifique d'ATTAC

**Mercredi 27 mai, à 20H, Fac de lettre, Amphi 042**

ASSEMBLEE  
GENERALE  
D'ATTAC 54

Vendredi 19 juin à 19h  
À la Maison de Peuple  
19 rue Drouin

MANIFESTATION  
1<sup>er</sup> mai, RDV 9h30  
place Stanislas

Manifestons toutes et tous à la suite du mouvement des 29 janvier et 19 mars. C'est, pour nous, la possibilité de réussir encore une journée d'action et de revendications permettant d'associer le maximum de citoyens. Cela permet de maintenir un rapport de force favorable pour arracher des revendications protégeant la population en pleine crise sociale.

ATTAC 54  
sur les ondes

•Radio-Caraïb (90.7) : tous les lundis à 18 h.  
•Radio-Déclic (87.7 - 89.6 - 101.3) : le lundi à 12 h et à 18 h, le samedi à 10 h.

JEUDI CINE  
D'ATTAC

## L'ACCES AUX SOINS EN DANGER

Un film de Jacques COTTA et Pascal MARTIN,  
Jeudi 30 avril, 20h30, Caméo Saint Sébastien, 55 min  
Débat avec un médecin généraliste et un chef de service au CHU

« Cotiser selon ses moyens, être soigné selon ses besoins » : voilà le principe fondateur du système de Sécurité sociale, mis en place après-guerre dans un pays exsangue. Le pacte social de 1945 est aujourd'hui particulièrement malmené : pour pouvoir se soigner, il est impératif d'en avoir les moyens. Jacques Cotta et Pascal Martin orchestrent la démonstration.

Le point de vue des décideurs politiques, qui insistent sur la nécessité de faire des économies, se heurte à celui des malades, soignants et économistes de la santé, qui témoignent de la difficulté, au quotidien, d'avoir accès aux soins. Le principe de solidarité est remis en cause par les franchises médicales, les déremboursements de médicaments et les dépassements d'honoraires de plus en plus nombreux. Au nom d'un autre principe, fort éloigné : celui de la rentabilité. Une mise en perspective édifiante.



## LA FIN DE LA PAUVRETÉ ?

France / États-Unis - 2008 - 98 mn, Débat animé par **Philippe Diaz**, réalisateur et Nicolas SERSIRON du Comité d'Annulation de la Dette du Tiers Monde

**lundi 11/05 20h30,**

**Forum IRTS, 201 avenue Raymond Pinchard / 54000 Nancy, tarif : 3.80 € l'entrée**

Ce documentaire engage une réflexion de fond sur les causes de la pauvreté de l'époque coloniale à aujourd'hui. Philippe Diaz et son équipe ont, durant deux ans, posé leur caméra dans les lieux les plus pauvres de la planète. S'appuyant également sur des interventions d'experts tels qu'Amartya Sen, Joseph Stiglitz ou Eric Toussaint, entre autres, le réalisateur redonne une nouvelle légitimité à une thèse controversée, défendue par Jeffrey D. Sachs : tout découle de 1492, des colonisations successives et de l'exploitation des richesses par les pays du Nord. N'est-il pas temps de se demander pourquoi aujourd'hui 25% de la population mondiale consomme plus de 85% des ressources de la planète

D'autre infos sur les manifestations sur Nancy et ses environs sur :  
[www.ecoutetpartage.fr](http://www.ecoutetpartage.fr)

COLLECTIF  
TRANSPORT

Réunion le 14 mai à  
20h30

CAFE DEBAT  
D'ATTAC

Réunion  
le lundi 4 mai à 20h,  
à l'OS et l'ARETE,  
10 rue de la Visitation  
à Nancy  
(en face du Vertigo)

Thème :  
**LA RÉFORME  
DU SYSTÈME DE SANTÉ**  
Intervention de  
**Jean Luc Olivier, chef  
de service au CHU,  
Véronique Matz, phar-  
macien hospitalier,  
Jean Garric du syndi-  
cat des PH anesthé-  
siste-réanimateur**

CAFE DEBAT  
D'ATTAC

Réunion le lundi 8 juin à 20h,  
à l'OS et l'ARETE,  
Thème : la réforme  
du secteur social